

Renforcer la sécurité sanitaire et prévenir les épidémies grâce à la coordination intersectorielle à Zanzibar

Résumé

Avant 2024, la coordination des activités de sécurité sanitaire à Zanzibar était largement propre à chaque secteur, avec une collaboration limitée entre ministères, agences et partenaires. Cette approche fragmentée entraînait des doublons, des lacunes dans la préparation et des retards dans la réponse lors d'événements de santé publique. Si des politiques et des mécanismes de coordination pour appuyer la préparation et la réponse avaient été mis en place, ils n'étaient pas systématiquement opérationnalisés et manquaient de mécanismes de responsabilisation structurés. L'engagement renouvelé du gouvernement de 2024 à 2026 a permis une coordination multisectorielle plus cohérente et structurée pour le PANSS et le RSI en général. L'engagement intersectoriel a conduit à la mise en place de mécanismes de suivi routinier pour la redevabilité dans la mise en œuvre et l'amélioration de la qualité, ce qui a renforcé le plaidoyer pour la mobilisation de ressources, certains partenaires s'engageant à verser environ 2 millions de dollars de financement supplémentaire pour des activités prioritaires. Resolve to Save Lives (RTSL) a appuyé cette transformation à travers son initiative Programme de gestion pour la préparation aux épidémies (PMEP).

Ce qu'il faut savoir pour comprendre cet article

Le **Règlement sanitaire international (RSI)** est un cadre juridiquement contraignant adopté par 196 pays sous l'égide de l'Organisation Mondiale de la Santé, conçu pour prévenir, détecter et répondre aux événements de santé publique susceptibles de franchir les frontières et de menacer la sécurité sanitaire mondiale. Les pays suivent leurs progrès dans le renforcement des capacités requises par le RSI à l'aide de deux outils : l'**évaluation externe conjointe (JEE)**, réalisée tous les 4 à 5 ans, et le **rapport annuel des États parties (SPAR)**, une auto-évaluation permettant de suivre les progrès d'une année sur l'autre. Ensemble, ces outils aident à identifier les lacunes et à prioriser les investissements.

Un **Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire (PANSS)** traduit les conclusions de ces évaluations et d'autres en une feuille de route chiffrée et assortie d'échéances, qui guide les efforts d'un pays pour renforcer ses capacités de sécurité sanitaire.

Au cœur de tout cela se trouve la **coordination multisectorielle** — la reconnaissance que la sécurité sanitaire ne peut être assurée par le seul secteur de la santé. Une prévention, une détection et une réponse efficaces aux menaces sanitaires exigent une collaboration soutenue entre la santé humaine, la santé animale, l'environnement, les finances, la défense et d'autres secteurs, rendant la collaboration multisectorielle indispensable.

Les défis de Zanzibar en matière de coordination multisectorielle avant 2024

Avant 2024, la coordination des activités de sécurité sanitaire à Zanzibar était largement propre à chaque secteur, avec une collaboration limitée entre ministères, agences et partenaires des secteurs de la santé, de l'élevage, de l'environnement, des ports et de l'immigration, de la gestion des catastrophes et des finances.

Ce problème persistait malgré l'existence de plusieurs documents clés créant un environnement favorable à la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI), tels que le Plan de préparation et de réponse aux urgences de Zanzibar (2021), la Politique de gestion des catastrophes de Zanzibar (2011) et le NAPHS (2024-2029), entre autres.

Des mécanismes de coordination multisectorielle pour appuyer la préparation et la réponse avaient également été mis en place, notamment le Comité de pilotage du PANSS, censé se réunir chaque trimestre, et un Groupe de travail technique RSI multisectoriel. Cependant, avant 2024, ces mécanismes n'étaient pas réunis de façon régulière et manquaient de documentation structurée et de suivi systématique. Parmi les difficultés spécifiques :

- La coordination du RSI n'était pas bien intégrée aux mécanismes de coordination multisectorielle existants, et la collaboration entre secteurs pour examiner, évaluer, mettre à jour et tester les systèmes restait limitée.
- La sensibilisation à la mise en œuvre du RSI parmi les parties prenantes régionales et de district était insuffisante, entraînant un engagement faible dans les activités coordonnées de préparation et de réponse aux urgences de santé publique.
- Des ressources insuffisantes ont entraîné une tenue irrégulière des réunions du groupe de travail technique (GTT) sur le RSI.

Cette approche fragmentée entraînait des doublons, des lacunes dans la préparation et des retards dans la réponse lors d'événements de santé publique. Une plateforme de haut niveau était nécessaire de toute urgence pour réunir les secteurs autour d'un cadre commun pour la mise en œuvre du PANSS.

Le tournant : 2024-2025

En 2024-2025, avec un engagement renouvelé des autorités gouvernementales et l'appui de partenaires extérieurs dont RTSL, Zanzibar a inversé la tendance sur ces difficultés de coordination.

Des réunions trimestrielles du comité de pilotage - réunions de haut niveau réunissant des directeurs des ministères concernés - ont été mises en place. Elles se sont révélées essentielles pour la coordination entre secteurs. Non seulement les réunions sont devenues plus régulières, mais elles se sont aussi structurées davantage.

Des termes de référence clairs pour le Comité de pilotage ont été élaborés, ce qui a aidé à clarifier les rôles et responsabilités. Cela a en retour renforcé la responsabilisation et le leadership. Le rôle du Président du Comité de pilotage multisectoriel du PANSS a été clairement défini : diriger les réunions du Comité de pilotage, orienter les discussions vers la prise de décision, et représenter le comité lors des dialogues politiques de haut niveau et des forums nationaux. Cette clarification a permis de tenir les réunions de façon régulière.

L'équipe a commencé à documenter formellement les décisions et les points d'action dans des comptes rendus, et à suivre les actions de suivi. Par exemple, les comptes rendus des réunions trimestrielles du Comité de pilotage et du Groupe de travail technique RSI consignent désormais systématiquement les points d'action et directives convenus par le Comité de pilotage, les secteurs responsables et les échéances. Ces comptes rendus sont examinés lors des réunions suivantes, ce qui permet à l'équipe de suivre les progrès sur les activités prioritaires du PANSS, telles que le renforcement de la surveillance des maladies, l'amélioration des capacités de laboratoire et le renforcement de la coordination de la réponse rapide.

Une meilleure utilisation des données et un financement accru pour le PANSS

Ces efforts ont renforcé la coordination, la supervision et la mise en œuvre du PANSS et des plans opérationnels annuels correspondants. Les réunions régulières du comité de pilotage se sont révélées essentielles pour la coordination entre secteurs. Ces réunions ont créé un espace régulier permettant à différents secteurs de se réunir, d'examiner les progrès et de résoudre les problèmes ensemble. Grâce à ce processus, les parties prenantes ont identifié le besoin d'un moyen plus efficace de suivre les progrès de la mise en œuvre, ce qui a conduit à l'introduction d'un outil de suivi du PANSS en ligne (voir Fig. 1), développé avec l'appui de RTSL.

Cet outil n'a pas été introduit isolément. Il s'inscrivait dans un processus de coordination solide. Il était partagé avant les réunions du GTT et mis à jour de façon collaborative lors des sessions trimestrielles

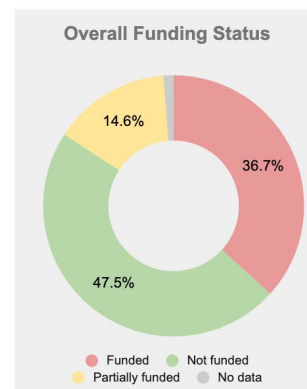
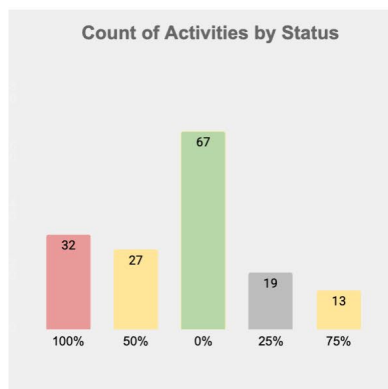
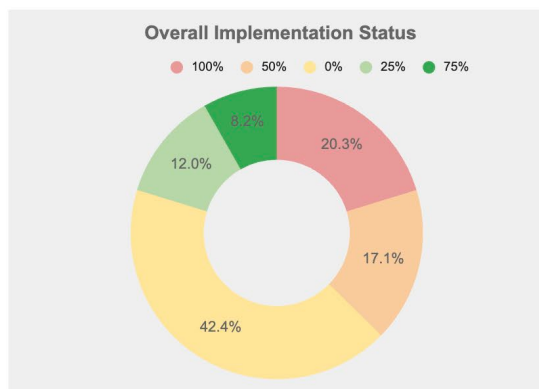
permettant à différents groupes de saisir et d'examiner les données ensemble en temps réel. Cela a facilité pour chacun le suivi des progrès, l'identification des lacunes et l'accord sur les prochaines étapes. Par rapport à l'ancien outil de suivi hors ligne du pays, l'outil en ligne a amélioré la visibilité, réduit la confusion et favorisé des discussions plus transparentes.

Les données sont ainsi devenues plus activement utilisées pour la prise de décision. Par exemple, une meilleure disponibilité et une compréhension partagée des données ont éclairé l'achèvement du SPAR de Zanzibar et la revue du plan opérationnel annuel. Les parties prenantes ont été mieux à même d'évaluer les progrès, de prioriser les actions et d'harmoniser les efforts sur la base d'une image commune et à jour.

Cette approche a également suscité un intérêt au-delà de son cadre initial. Des homologues de la Tanzanie continentale ayant participé aux réunions ont vu la valeur de l'outil. Il se sont alors intéressés à l'adopter pour relever des défis similaires dans leurs propres systèmes, avec l'appui de l'équipe de Zanzibar ayant participé au programme de gestion pour la préparation aux épidémies (PMEP) 2025-2026 de RTSL.

Annual Operational NAPHS - Implementation Dashboard

This dashboard is intended to monitor progress in NAPHS implementation across sectors. For questions, feedback or support, please email [contact email]



Fait particulièrement encourageant, l'engagement multisectoriel a renforcé la mobilisation des ressources. En effet, les besoins et lacunes financiers et techniques ont été identifiés grâce à l'exercice de cartographie des ressources pour le PANSS, et, grâce à la plateforme de coordination, les partenaires ont pu aligner leur appui sur les priorités nationales. En conséquence, certains partenaires se sont engagés à verser environ 2 millions de dollars de financement supplémentaire pour des activités prioritaires, notamment le renforcement de la surveillance, la formation des équipes de réponse rapide, l'amélioration de la préparation aux urgences de santé publique, et l'amélioration des activités de vaccination et de lutte contre les zoonoses.

Rôle de RTSL

Au cours de la période 2024-2025, Zanzibar a participé à l'une des initiatives phares de RTSL, le Programme de gestion pour la préparation aux épidémies (PMEP) Connect. Une équipe de responsables de la sécurité sanitaire de niveau intermédiaire à supérieur au sein du gouvernement a rejoint le programme. L'analyse de cette équipe suggère que les enseignements tirés du PMEP et l'appui de RTSL l'ont aidée à :

- Faciliter la coordination et veiller à ce que les réunions se tiennent régulièrement.
- Apporter un appui technique, logistique et financier pour l'organisation des réunions.

- Améliorer ses compétences en leadership et en gestion afin d'influencer les processus de coordination multisectorielle et de mieux mobiliser les parties prenantes.
- S'ancrer dans la structure de coordination du PANSS, ce qui a aidé à maintenir l'élan et la cohérence.
- Appuyer le plaidoyer en présentant la coordination multisectorielle de Zanzibar comme un modèle pour d'autres.

« Les compétences en leadership et en gestion opérationnelle que j'ai développées grâce au PMEP 2025 ont eu un impact très positif sur les objectifs de sécurité sanitaire de Zanzibar, notamment à travers mon rôle de membre de l'équipe de coordination RSI et PANSS. Le programme a renforcé ma capacité à fournir un appui technique et une coordination pour les réunions du GTT RSI, à contribuer au suivi du plan opérationnel annuel du PANSS en suivant les progrès de mise en œuvre et les ressources, à appuyer les réunions du Comité de pilotage du PANSS, et à participer à l'exercice prévu d'analyse juridique, de cartographie et d'évaluation pour la mise en œuvre du RSI. Ces compétences ont amélioré ma façon de coordonner les parties prenantes, de structurer le suivi, de suivre les progrès et d'appuyer les processus de décision. En conséquence, j'ai pu contribuer plus efficacement à la coordination multisectorielle, à une responsabilisation plus forte et à une mise en œuvre plus structurée des priorités de sécurité sanitaire de Zanzibar au titre du RSI (2005) et du NAPHS. – Participant PMEP de Zanzibar



De gauche à droite : 1) réunion trimestrielle du GTT RSI pour le suivi du PANSS, animée par un membre de l'équipe du secrétariat PMEP/PANSS ; 2) réunion de haut niveau du Comité de pilotage du PANSS tenue au bureau du Vice-Président pour examiner les progrès de mise en œuvre du PANSS et les prochaines étapes, présidée par le chef d'équipe PMEP ;

L'effet domino d'une coordination multisectorielle renforcée

Le Cadre d'architecture nationale de sécurité sanitaire, développé par RTSL, offre une structure permettant de réfléchir et d'agir sur les principaux obstacles structurels qui empêchent les pays de progresser de façon stable et durable en matière de préparation aux épidémies. Il propose 5 recommandations clés aux pays pour renforcer la sécurité sanitaire :

1. Mobiliser le leadership politique et un mécanisme de coordination multisectorielle
2. Mettre en place des équipes pluridisciplinaires dédiées à la préparation
3. Adopter un système de suivi accessible pour la mise en œuvre des plans nationaux de préparation
4. Mettre en place des indicateurs de délais pour stimuler l'amélioration continue et la performance
5. Rationaliser les partenariats et aligner les donateurs et les prestataires d'assistance technique.

Cette étude de cas montre comment les efforts pour répondre à l'une des recommandations peuvent avoir des effets en cascade sur les autres. Zanzibar a concentré ses efforts sur le renforcement de son mécanisme de coordination multisectorielle (recommandation 1), ce qui a permis un meilleur suivi de la mise en œuvre du NAPHS (recommandation 3), qui a à son tour facilité l'alignement des donateurs (recommandation 5) et augmenté le financement.

Enseignements tirés

- Une coordination multisectorielle durable exige un engagement régulier de haut niveau et une volonté politique, afin que la coordination reste une priorité pour tous les secteurs et ne perde pas son dynamisme avec le temps.
- Ancrer la coordination dans les structures de gouvernance existantes renforce la pérennité de la mise en œuvre d'un plan multisectoriel (ici le PANSS) en institutionnalisant la coordination et en réduisant la dépendance à des processus ponctuels ou pilotés de l'extérieur.
- L'établissement de processus clairs pour recueillir et partager les données grâce à une documentation régulière des discussions, des décisions et des progrès. Cela sera appuyée par des outils partagés, permet aux parties prenantes d'utiliser les données pour la prise de décision, renforçant la transparence, bâtissant la confiance entre secteurs et consolidant la responsabilisation pour la mise en œuvre du PANSS.
- La collaboration intersectorielle améliore non seulement la coordination des activités de sécurité sanitaire, mais renforce aussi le plaidoyer conjoint pour le financement de la sécurité sanitaire, permettant une mobilisation des ressources plus alignée et plus efficace.

Méthodologie : Cette étude de cas a été rédigée par l'équipe participante au PMEP de Zanzibar, avec l'appui de son point focal RTSL. Un modèle d'étude de cas a été rempli par l'équipe, suivi de 2 à 3 échanges avec l'équipe d'évaluation du PMEP. L'équipe d'évaluation du PMEP a révisé l'étude de cas en vue de sa publication. Les sources de données comprenaient : le rapport JEE de 2023, les rapports et comptes rendus des réunions trimestrielles du comité de pilotage multisectoriel, les rapports du GTT RSI, les réflexions des parties prenantes, les points d'étape trimestriels du PMEP et le rapport REMAP. L'analyse comprenait un examen des résultats des réunions, la documentation des points d'action et les retours des secteurs participants.